

## La politique française — Après Fukushima, la politique nucléaire en question

Conséquence des événements dans la centrale nucléaire de Fukushima au moment de la rédaction de cet article, les appels ne cessent d'être lancés en France, ainsi que dans la plupart des pays qui se fient à l'atome pour produire leur électricité, pour demander une révision des politiques gouvernementales, et un examen de la sécurité des réacteurs nucléaires nationaux. Les groupements qui, depuis quelque temps déjà, s'opposent au pouvoir nucléaire, ont recommencé à réclamer de nouveau fermement un arrêt total du programme nucléaire. Mais, bien loin de leurs préoccupations, Nicolas Sarkozy a pour sa part déclaré qu'il n'est "pas question de sortir du nucléaire". Les enjeux sociaux, économiques et sanitaires sont énormes, mais une chose est certaine : tout comme le 11 septembre 2001 a changé le monde tel que nous le connaissons, le 11 mars 2011 laissera une marque indélébile dans notre mémoire collective.

La raison principale pour laquelle les autorités françaises ont été très réticentes à se montrer alarmistes, ou trop critiques envers les problèmes potentiels posés par les réacteurs de Fukushima, est que l'un des acteurs principaux de la scène nucléaire à l'échelle mondiale est un conglomérat international public de taille gigantesque, AREVA. Ce groupe est impliqué dans chaque aspect de l'industrie énergétique, depuis l'exploitation des mines d'uranium jusqu'à la conception et la construction des réacteurs nucléaires, et ses projets s'étendent sur plus de 100 pays du monde. Bien qu'AREVA ait également un pied dans la production de l'énergie solaire/éolienne/biomasse, les projets qui rapportent vraiment gros sont bien évidemment les réacteurs atomiques, et le groupe inonde régulièrement les médias de pubs bling-bling destinées à créer l'image d'une entreprise qui respecte l'environnement et veut offrir une vie saine et confortable aux habitants de la planète. C'est donc sans surprise que le président Sarkozy affirme de manière catégorique que la France n'arrêtera pas ses programmes de production d'énergie nucléaire, et tout débat à venir sur les conséquences de la tragédie japonaise se tiendra avec l'ombre d'AREVA qui plane au-dessus de la table de discussion.

La France détient, de fait, le réseau de production d'énergie nucléaire le plus ambitieux et le plus important de toute l'Europe. Ses 19 sites nucléaires, qui regroupent un total de 58 réacteurs, produisent plus de 78% des besoins de la France en électricité - le pourcentage le plus élevé au monde (au Japon il est d'un peu moins de 30%). L'importance de l'enjeu pour AREVA apparaît de manière encore plus évidente lorsqu'on réalise que plus de 500 réacteurs sont en cours de construction, ou ont été proposés, sur l'ensemble de la planète (dont plus de 150 devraient être construits en Chine). L'Allemagne, pour sa part, n'a que 17 réacteurs et, en 2000, sous la pression du parti des Verts, a accepté de mettre progressivement un terme au nucléaire. Une décision qui avait été annulée par le Gouvernement Merkel. Toutefois, à la lumière de la tragédie qui s'est déclarée à Fukushima, Angela Merkel, qui était auparavant

plutôt pro-énergie atomique, a annoncé qu'elle suspendait pour trois mois cette décision de ne pas démanteler le programme nucléaire en Allemagne, et qu'elle avait ordonné la fermeture des sept réacteurs les plus anciens du pays. Il est très probable que cette annonce aura un effet domino dans d'autres pays. Angela Merkel a déjà convaincu Nicolas Sarkozy de placer la question de la sécurité des réacteurs nucléaires sur l'ordre du jour du prochain G20 qui va se tenir à Cannes, en France, en novembre. Et de nombreux autres pays ont annoncé un examen approfondi de leurs sites nucléaires ; des voix en Inde, par exemple, se font entendre pour demander une révision complète des sites nucléaires du pays. AREVA est, d'ailleurs, amplement impliqué dans le programme nucléaire indien.

Bien que peu de personnalités politiques françaises exigent réellement une fermeture immédiate des réacteurs nucléaires du pays, nombreux sont ceux qui, à gauche comme à droite, demandent un débat national, et un référendum, sur la question. L'un des plus véhéments est le député européen Daniel Cohn-Bendit qui a appelé la gauche, et plus particulièrement le Parti socialiste, à proposer un programme d'alternative de la gauche qui "lance un grand débat d'un ou deux ans et organise un référendum sur la sortie du nucléaire et ses modalités". Même le Front national a pris le train en marche et exigé un sérieux réexamen de la politique du pays.

La réponse du Parti socialiste aux exhortations de Cohn-Bendit a été relativement modérée ; le porte-parole du parti Benoît Hamon a répondu qu'on "ne peut pas sortir du nucléaire du jour au lendemain" et il a contourné la question d'un référendum national. La position prise par le Parti socialiste est indicative de la pomme de discorde qui exacerbe les relations entre les socialistes et les environnementalistes depuis quelque temps : la plupart de ces derniers ont l'impression que même le Parti socialiste s'est laissé embobiner par le lobby du pouvoir nucléaire AREVA-EDF.

Il est peu probable, à l'heure actuelle, qu'une décision nationale, directe, démocratique et participative, impliquant toute la population, soit prise, mais c'est une idée qui va certainement faire son chemin au fur et à mesure que les questions sur la viabilité et la sûreté des sites nucléaires seront débattues mondialement, et à grande échelle, au cours des semaines et des mois à venir. Cela pourrait même aboutir à un changement radical des attitudes et des actes de la part du Gouvernement français, qui pourrait bien finir par promouvoir avec force, et financer, des sources d'énergie alternatives, plutôt que de mettre tous ses œufs dans le seul panier AREVA.

Le 11 mars 2011 va certainement influencer énormément notre façon de penser pour les années à venir.

**Tragique coïncidence : cela fait tout juste 25 ans, et aussi au printemps, qu'a eu lieu la tragédie de Tchernobyl. Jusqu'au 26 avril, jour anniversaire, des commémorations et actions sont organisées dans 12 pays :**  
**[www.chernobyl-day.org](http://www.chernobyl-day.org)**

# After Fukushima, Which Direction for French Nuclear Policy ?

With events in Japan and the stricken nuclear facility at Fukushima still unfolding as we write, there are repeated calls in France, as well as in most countries that rely on the atom to produce electricity, to review governmental policy and the safety of the country's nuclear reactors. Those groups that have for some time argued against nuclear power are renewing their vigorous calls for a complete shutdown of the nuclear programme. On the other side of the equation, Nicolas Sarkozy stated that there is no question of France altering its current course. The social, economic and public health stakes are enormous, but one thing is certain: just as September 11th, 2001 changed the world as we knew it, so will March 11, 2011 leave an indelible mark on our collective memory.

The principle reason that French authorities have been very reluctant to be alarmist or too critical of the potential problems with the Fukushima reactors is that one of the major players in the world-wide nuclear reactor game is the huge public international conglomerate AREVA. AREVA is involved in every aspect of the energy industry from uranium mining to the design and construction of nuclear reactors, and its projects span the globe in more than 100 countries. While AREVA does have its fingers in solar/wind/biomass energy production, the big money projects are definitely atomic reactors, and the company regularly floods media markets with glossy ads destined to create an image of a company that respects the environment and creates a safe, comfortable life for the inhabitants of the planet. It is, therefore, no wonder that President Sarkozy stated adamantly that France would not drop its nuclear power-production program, and any future discussion of the consequences of the Japanese tragedy will take place with the AREVA shadow hovering over the discussion table.

## **France has the largest production network of any country of Europe**

France has, indeed, the most ambitious and far reaching nuclear energy production network of any country in Europe. Its 19 nuclear plants with a combined number of 58 reactors produce over 78% of France's electricity needs - the highest percentage of any country in the world (the figure for Japan is slightly under 30%). The high-stakes game for AREVA becomes all the more apparent when one realizes that world-wide there are nearly 500 reactors in the planning stage or that have been proposed (more than 150 of which are to be built in China). Germany, on the other hand, has but 17 reactors and in 2000, due to pressure from the Greens party, had agreed to phase out all of Germany's nuclear reactors. That decision was overturned in 2008 by the Merkel government. However, in light of the on-going drama at Fukushima, Angela Merkel, who was previously quite pro-nuclear energy, announced that she had suspended for three months the decision not to dismantle the nuclear energy program in Germany and also that she had ordered the seven oldest reactors in the country shut down. It is very likely that that announcement will have a ripple effect in other countries. Merkel has also convinced Nicolas Sarkozy to put the topic of the safety of nuclear reactors on the agenda for the upcoming G20 summit to be held in Cannes, France in November. And many other countries have announced a thorough review of their nuclear facilities.; voices in India are, for example, calling for a complete overview of the country's nuclear facilities. AREVA, by the way, is deeply involved in India's nuclear reactor programme.

While few of France's political figures are actually calling for an immediate closure of France's nuclear reactors, there are many calls from both the left and the right for a national debate and referendum on the question. The most outspoken voice has been that of the Eurodeputy Daniel Cohn-Bendit who called on the left and specifically on the Socialist Party to propose an alternative program, to launch a national debate and to organize a referendum on the dismantlement of the nuclear energy programme. Even the Front National has jumped on the bandwagon in calling for a serious review of the country's policies. The response from the Socialist Party to Cohn-Bendit's admonition has been somewhat measured; spokesperson Benoît Hamon answered that it would be impossible for the country to phase out its nuclear program from one day to the next and he skirted around the issue of a national referendum. The stance of the Socialist Party is indicative of the bone of contention that has soured relations between the Socialists and the environmentalists for some time: many in the environmental camp feel that even the Socialist Party has been swayed by the AREVA-EDF nuclear power lobby.

Whether or not a national, direct, democratic, participatory decision on the part of the people at large will actually take place remains very much in doubt at present, but it is an idea that will certainly gain momentum as questions concerning the viability and safety of nuclear generating plants are debated on multiple levels world-wide in the coming weeks and months. It may even result in a sea change in attitude and actions on the part of the French government in terms of vigorously promoting and funding alternative energy sources rather than putting most of their eggs in the AREVA basket.

March 11, 2011 will definitely colour our thinking for years to come.

*Roger Stevenson*